

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'août 1999

Excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars en août 1999

Un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars a été réalisé en août 1999, soit 0,4 milliard de plus que l'excédent de 0,2 milliard enregistré en août 1998. L'augmentation de l'excédent d'une année sur l'autre est entièrement attribuable à des recettes budgétaires plus élevées de 0,7 milliard, ou 5,7 %. Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 2,6 %, tandis que les frais de la dette publique ont grimpé de 69 millions de dollars, ou de 2,2 %.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 11,2 %, uniquement en raison d'une augmentation des sommes perçues au titre des retenues sur le revenu d'emploi. Cela traduit principalement le moment où les sommes sont perçues puisque les résultats d'août 1999 englobent une période de paie supplémentaire. La majeure partie de cette augmentation devrait être compensée en septembre.
 - Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 16,9 %, témoignant principalement de remboursements plus élevés découlant d'un trop-perçu au chapitre des acomptes provisionnels en 1998-1999.
 - Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 4,7 %, l'effet de la baisse des taux de cotisation (le taux de cotisation de l'employé est de 2,55 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables en 1999, contre 2,70 \$ en 1998) ayant plus que compensé l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi.
- Les recettes nettes de taxe sur les produits et services (TPS) ont augmenté de 19,8 %. Les recettes mensuelles à ce jour ont été extrêmement instables et incompatibles avec l'évolution de l'assiette sous-jacente. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 41,2 %, en raison surtout du calendrier des paiements selon lequel l'augmentation nette a été surévaluée pendant les quatre premiers mois de 1999-2000. Les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 4,7 %.
 - Les recettes non fiscales ont bondi de 37,2 %, en raison surtout du moment où les sommes ont été reçues.

Pour ce qui est des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux personnes ont augmenté de 3,6 %. Les prestations aux personnes âgées ont grimpé de 3,0 %, traduisant des prestations moyennes plus élevées et une augmentation du nombre de bénéficiaires. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 4,8 %, en raison surtout de considérations liées au calendrier. En juillet, les prestations d'assurance-emploi avaient diminué de 9,2 %.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 5,1 %, ce qui reflète la hausse des droits de péréquation. Tel que l'indiquait le budget de 1999, les droits de péréquation ont été révisés nettement à la hausse par suite de la correction des données historiques qui indiquaient une croissance économique beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	août		d'avril à août	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 800	12 473	63 561	65 081
Dépenses de programmes	-8 498	-8 720	-40 604	-41 884
Solde de fonctionnement	3 302	3 753	22 957	23 197
Frais de la dette publique	-3 124	-3 193	-17 082	-17 087
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	178	560	5 875	6 110
Opérations non budgétaires	2 174	1 010	-1 296	-4 371
Besoins ou excédent financier (opérations de change exclues)	2 352	1 570	4 579	1 739
Opérations de change	5 681	-859	6 889	-324
Solde financier net	8 033	711	11 468	1 415
Variation nette des emprunts	1 577	878	-7 314	-1 388
Variation nette de l'encaisse	9 610	1 589	4 154	27

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 0,9 %. Les subventions et autres transferts ont chuté de 17,1 %, les paiements aux sociétés d'État ont augmenté de 28,3 %, tandis que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement ont grimpé de 6,8 %. L'évolution au chapitre des dépenses de programmes directes est surtout attribuable au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,2 %, en raison surtout d'une augmentation de l'encours total portant intérêt.

Excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice de 1999-2000, l'excédent budgétaire a été estimé à 6,1 milliards de dollars, en hausse de 0,2 milliard par rapport à l'excédent de 5,9 milliards déclaré pour la même période en 1998-1999. Au cours des prochains mois, les mesures d'allégement fiscal annoncées dans le budget de 1999 et entrées en

vigueur le 1^{er} juillet 1999, de même que la hausse de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) annoncée dans le budget de 1998, influenceront sur l'évolution de l'excédent budgétaire d'une année sur l'autre.

Les recettes budgétaires ont progressé de 1,5 milliard de dollars, ou 2,4 %, d'une année sur l'autre. Toutes les principales composantes étaient en hausse, à l'exception des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés, des recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi et des droits de douane à l'importation.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 3,1 %. Cette hausse est largement attribuable à l'augmentation des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi, et à l'inclusion d'une période de paie supplémentaire dans les données cumulées depuis le début de l'exercice. Ces changements

Tableau 2

Recettes budgétaires

	août		variation (%)	d'avril à août		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 288	5 878	11,2	30 805	31 748	3,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 409	1 171	-16,9	7 838	7 130	-9,0
Autres	222	271	22,1	1 055	1 246	18,1
Total des recettes d'impôt sur le revenu	6 919	7 320	5,8	39 698	40 124	1,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 607	1 531	-4,7	8 658	8 594	-0,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 870	2 240	19,8	8 512	9 390	10,3
Droits de douane à l'importation	277	163	-41,2	1 033	1 008	-2,4
Taxes de vente et d'accise	780	743	-4,7	3 621	3 639	0,5
Total des taxes et droits d'accise	2 927	3 146	7,5	13 166	14 037	6,6
Total des recettes fiscales	11 453	11 997	4,7	61 522	62 755	2,0
Recettes non fiscales	347	476	37,2	2 039	2 326	14,1
Total des recettes budgétaires	11 800	12 473	5,7	63 561	65 081	2,4

ont toutefois été tempérés par des remboursements plus élevés de l'impôt sur le revenu des particuliers relativement à l'année d'imposition 1998 et par l'augmentation des paiements de PFCE, traduisant les hausses annoncées dans les budgets précédents. Les résultats ultérieurs subiront les effets des mesures d'allègement fiscal annoncées dans le budget de 1999.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,7 milliard de dollars, ou 9,0 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés constatée en 1998. Même si l'on estime que les bénéfices ont remonté pendant le premier semestre de 1999, le remboursement des paiements en trop, relativement à l'année d'imposition 1998, et les acomptes provisionnels en fonction des obligations fiscales de 1998 influent à la baisse sur les recettes enregistrées à ce jour en 1999-2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement diminué, étant donné que la hausse du nombre de

personnes occupant un emploi a largement compensé l'effet de la baisse des taux de cotisation.

- Les recettes nettes de TPS ont progressé de 0,9 milliard de dollars, ou 10,3 %, ce qui dépasse largement la progression de l'assiette sous-jacente. La croissance des recettes jusqu'ici demeure assujettie à des questions de calendrier, de sorte que les taux de croissance devraient se ralentir dans les mois à venir, et mieux traduire les taux de croissance des assiettes. Les droits de douane à l'importation ont baissé de 2,4 %, reflétant l'effet des réductions tarifaires. Quant aux recettes provenant des taxes de vente et d'accise ainsi que des droits, elles ont légèrement augmenté.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et des autres recettes non fiscales comme les droits et les produits d'opérations de vente, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 14,1 %. Cette composante des recettes budgétaires est assez instable en raison du calendrier des sommes reçues.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	août		variation (%)	d'avril à août		variation (%)
	1998	1999		1998-1999	1999-2000	
	(en millions de dollars)			(en millions de dollars)		
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 888	1 945	3,0	9 385	9 562	1,9
Prestations d'assurance-emploi	911	955	4,8	4 582	4 539	-0,9
Total	2 799	2 900	3,6	13 967	14 101	1,0
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0	5 208	5 209	0,0
Transferts fiscaux	782	866	10,7	3 913	4 347	11,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-187	-188	0,5	-934	-938	0,4
Total	1 637	1 720	5,1	8 187	8 618	5,3
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	93	53	-43,0	223	149	-33,2
Affaires étrangères	45	155	6,9	515	510	-1,0
Santé	90	121	34,4	414	430	3,9
Développement des ressources humaines	173	32	-81,5	681	458	-32,7
Affaires indiennes et du Nord	305	261	-14,4	1 883	1 932	2,6
Industrie et développement régional	153	147	-3,9	496	546	10,1
Anciens combattants	113	115	1,8	566	573	1,2
Autres	132	114	-13,6	818	831	1,6
Total	1 204	998	-17,1	5 596	5 429	-3,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	44	85	93,2	334	340	1,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	747	745	-0,3
Autres	43	69	60,5	408	464	13,7
Total	237	304	28,3	1 489	1 549	4,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	876	1 016	16,0	3 574	3 826	7,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 745	1 782	2,1	7 791	8 361	7,3
Total	2 621	2 798	6,8	11 365	12 187	7,2
Total des dépenses directes de programmes	4 062	4 100	0,9	18 450	19 165	3,9
Total des dépenses de programmes	8 498	8 720	2,6	40 604	41 884	3,2
Frais de la dette publique	3 124	3 193	2,2	17 082	17 087	0,0
Total des dépenses budgétaires	11 622	11 913	2,5	57 686	58 971	2,2
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 640	5 618	-0,4	27 750	28 148	1,4

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	août		d'avril à août	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	178	560	5 875	6 110
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	62	60	609	-50
Autres	98	-357	117	1
Total	160	-297	726	-49
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-122	-246	361	-448
Comptes de pension de retraite	300	388	1 528	1 833
Autres	52	14	-5	-111
Total	230	156	1 884	1 274
Autres opérations	1 784	1 151	-3 906	-5 596
Total des opérations non budgétaires	2 174	1 010	-1 296	-4 371
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 352	1 570	4 579	1 739
Opérations de change	5 681	-859	6 889	-324
Solde financier net	8 033	711	11 468	1 415

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	août		d'avril à août	
	1998	1999	1998-1999	1999-2000
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	8 033	711	11 468	1 415
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	2 300	-800	12 523	9 487
Obligations d'épargne du Canada	-196	-34	-2 017	-988
Bons du Trésor	-2 100	1 750	-22 800	-7 450
Autres	-24	49	1 547	1 295
Total partiel	-20	965	-10 747	2 344
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	89	173	455	278
Total	69	1 138	-10 292	2 622
Payables en devises				
Obligations négociables	75	-113	3 569	-113
Billets et prêts	-	-	-	-
Bons du Canada	1 433	-147	282	-3 671
Billets du Canada	-	-	-873	-226
Total	1 508	-260	2 978	-4 010
Variation nette des emprunts	1 577	878	-7 314	-1 388
Variation de l'encaisse	-9 610	1 589	4 154	27

La revue financière

Les dépenses de programmes ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 3,2 %, d'avril à août 1999 comparativement à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux personnes ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations versées aux personnes âgées a plus que compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi. Les prestations aux personnes âgées étaient en hausse en raison de l'augmentation du nombre de personnes admissibles et de l'augmentation des prestations moyennes qui sont indexées selon l'inflation. La baisse au titre des prestations d'assurance-emploi est surtout attribuable à une diminution du nombre de bénéficiaires, en raison d'une réduction du nombre de chômeurs.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 5,3 %, sous l'effet de la forte hausse des transferts fiscaux, notamment au titre des paiements de péréquation comme nous l'avons expliqué précédemment.
- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et autres administrations, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 3,9 %. Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transferts, les paiements aux sociétés d'État, de même que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Au nombre des facteurs qui ont influé sur l'évolution de cette composante, mentionnons le calendrier des paiements, le dégel des salaires et les répercussions des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de février 1999.

Les frais de la dette publique sont presque inchangés d'une année sur l'autre puisque l'augmentation de l'encours total portant intérêt a compensé l'effet du recul du taux d'intérêt moyen effectif applicable à cette dette. L'encours portant intérêt a légèrement augmenté, étant donné qu'une hausse des obligations au titre des pensions a plus que compensé une diminution de la dette contractée sur le marché.

Excédent financier de 1,7 milliard de dollars (hors les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, qui prévoit la comptabilisation des éléments de passif de l'État au moment où ils sont engagés, peu importe le moment où s'effectue le paiement au comptant. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, le besoin et l'excédent financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. La conversion de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflétée dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 4,4 milliards de dollars au cours des cinq premiers mois de 1999-2000, comparativement à un besoin net de 1,3 milliard pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse est entièrement attribuable au versement à un tiers fiduciaire du supplément de 3,5 milliards au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, tel qu'annoncé dans le budget de 1999. Il a donc été possible de dégager un excédent financier (hors les opérations de change) de 1,7 milliard d'avril à août 1999, comparativement à un excédent de 4,6 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Excédent financier net de 1,4 milliard de dollars (y compris les opérations de change) depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1999	31 août 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	24 509	15 867	-8 642
Intérêt et dette échue	9 791	8 816	-975
Provisions	11 016	11 016	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	45 316	35 699	-9 617
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	122 407	124 240	1 833
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	5 427	4 979	-448
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 724	6 614	-110
Total des régimes de retraite et autres comptes	134 558	135 833	1 275
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 752	305 239	9 487
Bons du Trésor	96 950	89 500	-7 450
Obligations d'épargne du Canada	27 662	26 951	-711
Autres	4 063	5 357	1 294
Total partiel	424 427	427 047	2 620
Payable en devises			
Obligations négociables	23 907	23 794	
Bons du Canada	10 230	6 559	-3 671
Billets du Canada	1 863	1 637	-226
Total partiel	36 000	31 990	-4 010
Total de la dette non échue	460 427	459 037	-1 390
Total de la dette portant intérêt	594 985	594 870	-115
Total du passif	640 301	630 569	-9 732
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 273	11 279	-3 994
Comptes d'opérations de change	34 668	34 991	323
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 536	13 585	49
Total de l'actif	63 477	59 855	-3 622
Déficit accumulé (dette publique nette)	576 824	570 714	-6 110

La revue financière

À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et en vend (achète des dollars canadiens) lorsque les pressions s'exercent à la baisse. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que leur vente représente un besoin financier. L'évolution du passif en devises, dont l'objet est de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaie étrangère, influe également sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, la période d'avril à août 1999 a été marquée par un besoin net de 0,3 milliard de dollars, comparativement à une ressource nette de 6,9 milliards pour la même période l'an dernier.

L'excédent budgétaire de 6,1 milliards de dollars, les besoins nets de 4,4 milliards relatifs aux opérations non budgétaires et le besoin net de 0,3 milliard pour les opérations de change se traduisent par un excédent financier net de 1,4 milliard de dollars pour la période d'avril à août 1999, comparativement à un excédent net de 11,5 milliards pour la même période l'année précédente.

Cet excédent financier net a servi à rembourser, à la fin d'août 1999, une tranche de 1,4 milliard de dollars de la dette contractée sur le marché. L'encaisse s'établissait à 9,3 milliards de dollars à la fin d'août 1999.

